

# 4. Comment être un participant efficace au processus de l'EIE

Le Principe 10 de la Déclaration de Rio spécifie:

“Les questions environnementales sont mieux traitées avec la participation de tous les citoyens concernés”<sup>88</sup> et décrit trois éléments essentiels à l’engagement public: l’accès à l’information; l’occasion de participer dans le processus de prise de décisions; et un accès efficace aux poursuites judiciaires et administratives.

Ces éléments sont souvent mentionnés collectivement comme “la participation publique.” Chaque élément participatif renforce la prise de décisions environnementale en facilitant l’échange d’informations et la compréhension, l’augmentation de la transparence, et l’amélioration de la responsabilité.

Les gens vivant près du site d’un projet proposé connaissent mieux les impacts possibles d’un projet sur l’environnement local ou les ressources de la communauté, et peuvent présenter de nouvelles idées ou identifier les impacts possibles qui autrement peuvent ne pas avoir été considérés. La participation publique peut également forger des voies de communication entre les communautés, le porteur de projet, et le gouvernement, lesquelles

voies de communication continueront pendant l’exécution de projet ou d’autres projets futurs. Pour ces raisons, il est très important de comprendre et d’utiliser chaque occasion de s’engager dans le processus de l’EIE.

## PRINCIPE 10

La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision. Les États doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci. Un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré.

88 Rio Declaration on Environment and Development, Principle 10 (1992). United Nations Environmental Programme (UNEP) Goals and Principles of Environmental Impact Assessment, Principle 7(1987). <http://www.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?documentid=78&articleid=1163>

---

## 4.1 MAÎTRISER LE CADRE RÉGULATOIRE

La participation publique englobe beaucoup d'activités différentes - de la recherche d'informations sur un projet, à la rédaction de commentaires sur une ébauche d'EIE, au classement d'une affaire en jugement contestant une décision. Ces occasions seront fréquemment expliquées dans différentes lois dans une juridiction où une mine proposée peut être localisée.

La première étape devrait être d'identifier les lois qui s'appliquent à un projet minier proposé et quelles obligations sont créées de la part du gouvernement et le porteur de projet selon ces lois. Bien que ce Guide se concentre sur le processus de l'EIE, il peut y avoir des procédures d'octroi de permis qui arrivent avant, pendant, ou après le processus de l'EIE. Ces procédures d'octroi de permis peuvent offrir des occasions supplémentaires pour la participation publique. Par exemple, une société minière peut avoir besoin de solliciter des permis pour le résidu de matériaux pollués, l'acquisition de droits pour l'utilisation de l'eau, demander une permission pour construire des routes, ou obtenir une source d'énergie électrique pour des opérations, tous ces permis peuvent être autorisés à partir d'une procédure distincte séparée du processus de l'EIE.

Par conséquent, il est important de passer en revue le panorama réglementaire général dans un pays particulier où un projet minier est proposé. En plus de la législation minière, les lois régissant les forêts, les aires protégées, la faune, les marécages, les ressources culturelles, ou le régime foncier coutumier peuvent contenir des obligations qui s'appliquent aux projets miniers.

Revenant au processus de l'EIE, les lois dirigeant le processus de l'EIE pourraient être trouvées dans une loi générale sur l'environnement, connue parfois sous le nom de loi-cadre ou loi de parapluie, ou bien il peut y avoir une loi spécifique à l'EIE. Comme décrit ci-après, l'accès aux lois de procédure administrative et de l'information est aussi important pour le processus de l'EIE. Les constitutions de certains pays peuvent faire partie du cadre réglementaire si elles créent des droits à l'information environnementale ou établissent d'autres dispositions qui pourraient être impliquées dans des décisions relatives à une mine proposée. Certaines EIE peuvent même être préparées en l'absence d'une loi qui en exige une.<sup>89</sup>

---

<sup>89</sup> Voir l'exemple *Save Guana Cay Reef Association Ltd. v. The Queen & Ors* (Bahamas) [2009] UKPC 44, at para. 12 (« La préparation d'une EIE dans ce cas, et sa soumission à la Commission de l'Environnement, Science et Technologie des Bahamas (Commission BEST) était conforme à ce qui est devenu la pratique habituelle, mais ce n'est pas une pratique exigée par la loi. »)

---

## 4.2 COMPRENDRE LES DROITS DE LA PARTICIPATION PUBLIQUE ET LES OPPORTUNITÉS

Les exigences de participation publique et leur mise en œuvre varient considérablement, selon le système particulier de l'EIE. Quelques lois exigent une participation publique considérable en tant qu'élément du processus de l'EIE,<sup>90</sup> tandis que d'autres la rendent discrétionnaire, ou sont silencieuses sur la question. On reconnaît de plus en plus que le public a le droit de participer significativement au processus de l'EIE. Quelques tribunaux ont même ordonné que le public soit convenablement consulté, même quand il n'y a aucune loi régissant spécifiquement le processus.<sup>91</sup>

La terminologie utilisée dans les systèmes EIE pour décrire la participation publique peut être confuse. Les termes comme "informer", "consulter" et "participer" peuvent paraître semblable, mais ont en fait des implications très différentes pour la participation publique. Les agences, les ministères et

les promoteurs du projet peuvent profiter de cette ambiguïté pour réduire au minimum ou même éliminer la participation publique dans le processus de prise de décisions.

Selon le terme utilisé, la participation publique peut varier selon une gamme allant de passive à active. "Informer" représente la forme la plus passive de participation publique.

"Informer" signifie que le flux d'information est généralement à sens unique, du gouvernement ou du promoteur du projet au public. Dans ce cas-ci, l'information peut même être fournie après qu'une décision a été prise. "Consulter" ou "consultation" est moins passif, et signifie qu'il y a un échange d'informations et d'opinions entre le public, le gouvernement, et le promoteur du projet. Dans ce cas-ci, les citoyens et d'autres parties intéressées peuvent poser des questions ou avoir des occasions pour fournir leurs points de vue. Selon le système de l'EIE, le décideur peut être tenu de prendre en compte ces considérations. "Participer" est plus actif et signifie que le public a un rôle substantiel dans le processus de l'EIE, y compris des occasions d'influencer la conception du projet et la décision d'octroi de permis.<sup>92</sup>

Indépendamment de la terminologie utilisée, les citoyens devraient s'efforcer de s'engager aussi entièrement et effectivement que possible dans le processus de l'EIE.

---

90 Exemples des systèmes d'EIE avec une participation publique plus détaillée sont la Chine, l'Union Européenne (à travers la Convention d'Aarhus) et les États-Unis. Voir l'exemple Les Mesures Provisoires sur la Participation Publique dans l'Évaluation Impact Environnemental, 2006 (Chine); Convention sur l'Accès à l'Information, la Participation du Public au Processus Décisionnel et l'Accès à la Justice en Matière d'Environnement (Convention d'Aarhus); 40 C.F.R. §§ 1502.19, 1503, 1506.6 (États-Unis). Voir aussi la législation de la Commission Européenne pour l'application de la Convention d'Aarhus à <http://ec.europa.eu/environment/aarhus/#legislation>.

91 Le cas *The Northern Jamaica Conservation Association v. The Natural Resources Conservation Authority & Anor* [2006] HCV 3022 of 2005 (voir <http://www.elaw.org/node/1629>). Voir aussi *Regina v. North and East Devon Health Authority*, ex parte Coughlan [2001] QB 213, 258. Il est un lieu commun que même si la consultation des parties intéressées est une obligation légale ou non, s'il est commencé, elle doit être effectuée correctement. Pour être correcte, la consultation doit être faite au moment où les projets sont encore à un état de planification ou formation, il doit inclure des raisons suffisantes pour permettre les personnes consultées avoir le temps suffisant pour faire examens et poser des questions ou réponses intelligentes; et le produit de la consultation doit être consciencieusement pris en compte lors de la décision finale est prise ».

92 Pour un exemple de la façon comme la terminologie de la participation publique est définie, voir la Partie 1 du Guide de la Participation Publique par l'Agence Canadienne d'Évaluation Environnementale. La Guide est à <http://www.ceaa.gc.ca/default.asp?lang=En&n=46425CAF-1&offset=4&toc=show>

---

### 4.3 ACCÈS À L'INFORMATION ET AUX DOCUMENTS DE L'EIE

Dans la plupart des cas, les documents de l'EIE doivent être rendus disponibles pour la révision publique. Il doit y avoir au moins un lieu public désigné où une EIE sera rendue disponible. Ceci pourrait être une filiale, l'Internet, ou les bibliothèques publiques.

Certaines lois de l'EIE exigent que le public ait accès aux données de base ou aux pièces justificatives employées pour préparer l'EIE. Si cela n'est pas clair, les citoyens devraient insister pour avoir le droit d'accéder à ces documents, particulière

ment les documents cités en référence dans l'EIE. Notez que d'autres lois, en particulier d'accès à l'information, peuvent déterminer à quels documents le public a le droit d'accéder.

Il n'est pas rare de trouver des anomalies entre l'EIE et les documents scientifiques et techniques qui la sous-tendent. Ces anomalies peuvent être employées pour démontrer que les affirmations et les conclusions contenues dans l'EIE sont incorrectes.

---

### 4.4 L'IMPORTANCE DE LA PARTICIPATION LE PLUS TOT POSSIBLE

Idéalement, les citoyens devraient participer à un processus de l'EIE le plus tôt possible - même à l'étape de criblage. Cependant, dans beaucoup de systèmes de l'EIE, la première occasion pour la participation publique se trouve au moment de la définition de l'ampleur du processus. A ce moment là, il est important de s'assurer que des sujets significatifs soient identifiés et des manières alternatives de mise en application du projet soient considérées.

Dès qu'un processus d'EIE est lancé pour un projet minier proposé, les citoyens doivent trouver une manière de s'impliquer dans le processus, pour s'assurer que l'EIE inclut des informations exactes qui reflètent adéquatement les préoccupations environnementales ainsi que celles des communautés locales.

Plus tôt les citoyens peuvent s'impliquer dans le processus, plus ils seront susceptibles de pouvoir influencer les décisions relatives au projet. Il est plus facile de changer un projet pendant sa conception qu'après que les études sont achevées et que l'EIE est déjà rédigée. En outre, il est plus facile pour le décideur ou le promoteur du projet d'écarter ou d'ignorer les commentaires publics s'ils sont reçus tard dans le processus.

Si une communauté a manqué l'occasion de commenter pendant les phases de criblage ou de définition d'un projet EIE, n'ayant appris le processus qu'en cours de route, la communauté ne devrait pas abandonner l'espoir. La participation publique est critique à toutes les étapes du processus de l'EIE et, dans certains systèmes, il est requis d'avoir participé au processus de révision avant de pouvoir contester l'EIE devant le tribunal.

---

## 4.5 COMMENT PRÉPARER DES COMMENTAIRES ÉCRITS EFFICACES

En décrivant les buts et les principes du processus de l'EIE, le PNUÉ a déterminé que les "organismes gouvernementaux, les membres du public, les experts dans des disciplines appropriées et les groupes intéressés devraient avoir l'occasion appropriée de présenter leurs observations sur l'EIE " avant qu'une décision soit prise sur une activité qui est susceptible d'affecter de manière significative l'environnement.

Les lois régissant le processus de l'EIE spécifieront probablement une période pour que le public passe en revue une ébauche de l'EIE et soumettre des commentaires écrits. Si la loi ne spécifie pas, l'agence ou le ministère peut délivrer une notification indiquant la date où les commentaires sont dus. Si une EIE est particulièrement longue ou implique des sujets complexes, envisager de solliciter une prolongation de temps pour déposer les commentaires écrits.<sup>93</sup>

---

<sup>93</sup> United Nations Environment Programme (UNEP), *Goals and Principles of Environmental Impact Assessment*, Principle 7 (1987).

Plutôt que de faire des déclarations généralisées sur la façon dont le projet vous affectera, votre communauté, ou l'environnement immédiat, vos commentaires seront plus efficaces s'ils spécifient des dispositions des lois domestiques et des règlements que l'EIE ou le projet proposé viole. Si votre constitution garantit l'accès à l'eau propre ou garantit le droit de vivre dans un environnement sain, il est recommandé que ces droits légaux soient accentués dans vos commentaires écrits s'ils sont susceptibles d'être affectés par un projet minier proposé.

La soumission de commentaires écrits est importante pour démontrer, dans les phases ultérieures, que vous avez participé à la revue de l'EIE. Si vous décidez de faire appel à l'approbation d'une EIE pour un projet minier particulier, votre cas sera renforcé si vos commentaires écrits englobent tous les sujets que vous pouvez plus tard vouloir évoquer dans un tribunal.

---

## 4.6 COMMENT PARTICIPER EFFECTIVEMENT AUX AUDITIONS PUBLIQUES

Avant de participer à une audience publique, il est important de considérer le public cible. Êtes-vous seulement en train d'essayer d'informer les décideurs ou êtes-vous également en train d'essayer d'engager le public et les médias? La plupart des participants aux audiences publiques essaient de s'adresser aux deux auditoires. Par conséquent, alors que vos commentaires écrits peuvent avoir rassemblés la plupart de vos préoccupations relatives aux obligations légales des agences impliquées, votre témoignage oral à une audience publique devrait mettre l'accent sur les impacts qui affecteront la communauté dans son ensemble et expliquer pourquoi d'autres devraient partager vos préoccupations.

S'il y a des sujets d'importance particulière, envisager de les mettre sur papier sous une forme simple, en format puce et les distribuer à l'assistance

au début de l'audition. Ceci encouragera d'autres à aborder vos points aussi.

Avant une audition, c'est une bonne idée de trouver les experts respectés, tels que médecins ou toxicologues, qui comprennent l'impact probable d'un projet proposé et sont disposés à témoigner à l'audition. C'est également une bonne idée de s'assurer que les membres de la communauté locale qui peuvent être affectés par le projet sont présents, en grands nombres, pour témoigner de leurs préoccupations.

Dans certaines audiences publiques c'est une bonne idée d'obtenir l'ordre du jour pour l'audition dès que possible. Si les médias couvrent l'événement, ils peuvent ne pas couvrir l'entière audition et peuvent être influencés par ce qui se passe au début. Il est également important d'alerter les médias, pour s'assurer qu'ils couvrent l'audition.

---

## 4.7 CONTESTATION DE DÉCISIONS DÉFAVORABLES PRISES PENDANT LE PROCESSUS DE L'EIE

L'occasion de chercher la révision administrative ou l'examen juridique des résultats principaux et procéduraux du processus de l'EIE est une mesure importante pour maintenir l'équité et la transparence. La perspective d'avoir un arbitre indépendant pour passer en revue une décision impose un élément de responsabilité sur le décideur. La disponibilité d'une révision administrative et d'un examen juridique permet aussi aux citoyens de mettre en application leurs droits participatifs et leurs droits d'accéder aux informations environnementales.

### 4.7.1 Révision administrative

Pour les parties qui sont en désaccord avec une décision prise pendant le processus de l'EIE, ou si le processus lui-même était imparfait, la prochaine étape sera souvent de réclamer une révision administrative de la décision. Cela signifie généralement, que la décision sera passée en revue par un fonctionnaire de plus haut niveau au sein de l'agence ou du ministère qui ont pris la décision, ou par un tribunal administratif. Dans beaucoup de juridictions, les Tribunaux n'accepteront pas une pétition pour l'examen de constitutionnalité si une partie n'a pas essayé de résoudre le problème sur le plan administratif d'abord.

Les recours administratifs peuvent être utiles parce qu'ils ont tendance à être moins chers et plus rapides que les procédures judiciaires et fournis

sent l'occasion de raffiner les arguments qui peuvent être évoqués plus tard devant un Tribunal. Les fonctionnaires d'agence ou les cours administratives peuvent être plus au courant des thèmes et des questions se rapportant à la loi. Mais les recours administratifs peuvent être également frustrants s'il y a corruption ou retard dû à l'influence extérieure improprie ou des cas en retard.

Beaucoup de juridictions garantissent aux citoyens le droit de faire appel à la décision administrative prise par un service public. Il y a trois principes de base de la loi administrative qui guident la prise de décision:

1. Le décideur doit prendre en compte toutes les considérations pertinentes et ne peut être influencé par l'information extérieure ou faire preuve de parti pris;
2. Les pouvoirs discrétionnaires doivent être exercés dans les limites de la législation qui accorde l'autorité (par exemple, une décision ne peut pas être anti statutaire); et
3. Les gens affectés par une décision administrative ont droit à une attestation d'équité procédurale.

Si un ou plusieurs de ces principes sont violés, il peut y avoir des raisons pour déclencher la revue administrative de la décision. Il est très important

### Points de Recours Typique

- Manquement à la divulgation de certains impacts environnementaux défavorables
- Manque d'opportunités ou opportunités inadéquates pour la participation du public
- Omissions dans le contenu exigible de l'EIE (i.e gamme inadéquate d'alternatives, manque de mesures d'atténuation, manquement dans l'évaluation des impacts cumulatifs)
- Préavis de disponibilité absente ou irrégulier de l'EIE pour la révision du public

de se rendre compte des dates-limites pour faire appel, qui sont habituellement beaucoup plus courtes que la limitation des lois civiles. La loi de l'EIE ou une loi générale de procédure administrative visera ces dates-limites, indiquant qu'un appel ou une requête doit être déposé au cours d'une certaine période (en jours) avant que la décision soit prise. La revue administrative, comme le nom l'indique, implique typiquement un examen des documents qui ont été recueillis ou préparés pendant le processus de l'EIE (également appelé un "compte-rendu") pour déterminer si la décision était appropriée. Habituellement, il n'y a aucune occasion de présenter la nouvelle information et une partie sera limitée à faire un exposé des motifs supportant l'appel. Puisque la portée de la revue est limitée, les recours administratifs seront les plus réussis s'ils indiquent les erreurs ou les vices de forme dans le processus de l'EIE ou des exemples spécifiques où l'EIE ne répond pas aux exigences de contenus déterminées dans la loi applicable.

#### 4.7.2 Examen judiciaire

Si le décideur agit incorrectement ou si la décision ne répond pas à des exigences substantives de la loi de l'EIE, alors la décision peut être passée en revue par une cour, à condition que la juridiction permette l'examen judiciaire. Bien que le principe 10 de la déclaration de Rio et d'autres lois internationales reconnaisse le droit du citoyen d'entreprendre des démarches judiciaires efficaces et d'obtenir la réparation et la solution des problèmes de l'environnement, tous les pays ne reconnaissent pas ce droit et certains ont soustrait les décisions ministérielles aux examens judiciaires.

Même lorsque l'examen judiciaire est disponible, les tribunaux ne sont généralement pas autorisés à exercer une revue de novo d'une décision administrative. En revanche, la cour vérifiera pour voir si le processus de l'EIE a été suivi correctement et, dans certains cas, si la décision répond à des exigences essentielles dans la loi de l'EIE. L'autorité du tribunal et les sujets autorisés pour la revue seront décrits par un statut - telle une procédure administrative, un procédé civil, ou un acte d'examen judiciaire. Certaines juridictions dispo-

sent de tribunaux spécialisés pour passer en revue des décisions administratives. Il est important de comprendre les limites de la discrétion d'un tribunal et quels aspects il peut passer en revue de sorte que les réclamations puissent être correctement énoncées. Une affaire en jugement ne sera pas réussie, ou peut même être écartée, si une partie soulève des questions que la cour n'a pas l'autorité de passer en revue.

L'examen judiciaire peut être compliqué par certaines limitations légales et pratiques, telles que le coût élevé de la représentation légale et les experts témoins, les coûts éventuels étant attribués à un pétitionnaire malheureux, et les exigences fixes qui limitent sévèrement la masse des plaignants possibles. Quelques juridictions ont adopté des dispositions visant à réduire les coûts des cas d'intérêt public ou à atténuer les exigences fixes, mais les litiges sont malgré tout chers. Même si l'une des parties arrive à contester devant un tribunal l'approbation d'un projet minier, les juges sont souvent peu disposés à renverser ou même examiner minutieusement des décisions administratives, en particulier quand un conflit porte sur les questions techniques qui sont dans le cadre d'expertise d'une agence ou d'un ministère.<sup>94</sup> En dépit de ces obstacles, l'examen judiciaire peut être un outil très efficace.<sup>95</sup>

Au début de l'année 2010, un juge administratif au Département de l'Intérieur des États-Unis a annulé un permis controversé d'exploitation de mines de charbon à ciel ouvert publié dans l'Etat de l'Arizona parce que l'agence supervisant le projet minier, le Bureau des Exploitations à Ciel

94 Voir l'exemple *Otadan v. Rio Tuba Nickel Mining Corp.*, G.R. No. 161436 (2004) (Philippines) (<http://sc.judiciary.gov.ph/resolutions/2nd/2004/2Jun/161436.htm>). (Cette Cour a constamment jugé que les tribunaux ne vont pas interférer dans les affaires qui sont adressées à la discrétion de l'agence gouvernementale chargée de la réglementation des activités relevant, sous la connaissance spéciale et la capacité technique de tel organisme.)

95 En Avril 2010, la Cour Suprême Administrative de Bulgarie a révoqué le permis pour une installation de traitement des métaux propose dan Chelopech parce que (1) Il avait deux années et demi de retard entre l'audience publique de EIE et la date ou la résolution sur l'EIE a été publié ; les communautés affectés étaient incorrectement identifiés pour le Ministère de l'Environnement ; et (3) la technologie proposée n'était pas fondée sur les meilleures techniques disponibles pour une opération industrielle à l'échelle proposé.

Ouvert (OSM), a négligé de préparer un dossier supplémentaire d'impact sur l'environnement (EIS) après que la compagnie d'extraction a changé le projet. Une coalition formée de tribus et de groupes environnementaux a contesté le permis. Le juge du tribunal administratif a conclu: "En conséquence, [de l'OSM n'ayant pas préparé un EIS supplémentaire], l'EIS final n'a pas considéré une gamme raisonnable des solutions de rechange à la nouvelle action proposée, a décrit un scénario environnemental de base faussé, et n'a pas réalisé le processus décisionnel requis et obtenu des commentaires publics significatifs exigés par [la loi de Politique Environnementale Nationale]."<sup>96</sup>

#### **4.7.2.1 Le droit de poursuite en justice**

Un obstacle significatif auquel les plaideurs environnementaux potentiels peuvent faire face est d'établir les "ses compétences en la matière" (ou locus standi) pour apporter un cas devant un tribunal. Le droit de poursuite signifie qu'un parti a un intérêt légal suffisant dans les résultats d'un cas jugé ou peut souffrir préjudice d'un droit légal. Un intérêt pour la protection de l'environnement ou dans l'observation de la loi par les autorités publiques est considéré dans certaines juridictions comme insuffisant pour établir le droit de poursuite en justice.

Dans beaucoup de juridictions, les associations ou les O.N.G.s formées pour la protection des intérêts collectifs du public (tels que la protection de l'environnement) ne sont pas considérées comme ayant l'intérêt légal suffisant parce que les membres du groupe ne peuvent pas revendiquer des réclamations individuelles. Ce concept s'appelle généralement "la position associationnelle." Dans de telles juridictions, les individus qui ont un intérêt direct légal en jeu doivent introduire le dossier et supporter les risques et les coûts.

D'un autre côté, certains pays (particulièrement en Amérique latine) ont des règles fixes ouvertes qui permettent l'examen judiciaire des actions du gouvernement à la demande de n'importe quel

membre du public. Ces cas sont connus en tant que "actions populaires."<sup>97</sup>

De même, l'Inde a des exigences fixes très larges et un système robuste qui encourage le litige d'intérêt public afin de protéger les droits environnementaux.<sup>98</sup>

#### **4.7.2.2 L'ampleur de l'examen judiciaire**

Comme mentionné précédemment, la plupart des juridictions suivent des principes généraux de loi administrative et ne permettent pas à un tribunal de substituer sa propre décision à celle d'un administrateur ou d'un ministre. Au lieu de cela, la cour évaluera le "caractère raisonnable" de la décision de l'agence ou du ministère et si oui ou non toutes les informations importantes ont été considérées avant que la décision ait été prise. Les cours passeront en revue également le processus de l'EIE pour s'assurer que des étapes exigées, telles que notification appropriée ou participation du public, ont été suivies.

---

97 Un exemple est l'Article 88 de la Constitution Politique de la République de Colombie qui dit: « La loi réglementera les actions populaires pour la protection des droites collectifs et les intérêts au patrimoine, à l'espace, de sûreté et la sécurité publique, la moralité administrative, l'environnement, la libre concurrence économique et les affaires similaires définies à cet égard. Elle réglementera également les actions découlant d'un dommage à un certain nombre de individus, sans préjudice des actions pertinentes. Egalement, déterminera les cas de responsabilité objective pour les dommages infligés aux droites et intérêts collectifs.»

98 *S.P. Gupta vs. Union of India*, AIR 1982 SC 149, at para. 19A («C'est pour cette raison que, dans les litiges d'intérêt public – des litiges entrepris avec le propos de réparer un dommage public, l'application de la fonction publique, la protection sociales, collective, droits et intérêts «diffus» ou faire valoir l'intérêt public, tout citoyen qui agit de bonne foi et qui a un intérêt suffisant doit avoir le droit de présenter ce cas.») *Etat d'Uttaranchal v. Balwant Singh Chauhal & Ors* [2010] INSC 54. (dérivant l'histoire de l'intérêt public en Inde et les exigences pour présenter des cas).

---

96 À re Black Mesa Complex Permit Revision, DV 2009-4-PR (Jan. 5, 2010), à p. 36.



---

## 4.8 FAIRE RESPECTER LES PROMESSES, LES OBLIGATIONS ET LES CONDITIONS LIÉES AU PROJET

Dans certains systèmes légaux, l'EIE est pour sa part un document exécutoire et les citoyens peuvent en solliciter jugement pour imposer une EIE.

### 4.8.1 Promesses contenues dans l'EIE

Comme décrit dans les sections précédentes, une EIE pour une mine est susceptible d'inclure des plans d'atténuation et peut-être prévoir la réhabilitation du site minier après la fermeture de la mine. L'EIE peut inclure des obligations spécifiques pour utiliser certaines technologies pour protéger les eaux souterraines contre la contamination ou pour limiter les heures d'opération afin de maintenir la qualité de vie collective dans la région située près de la mine. Si la mine viole des obligations prises dans le cadre de l'EIE, les citoyens de certains pays pourront contester ces violations devant le tribunal.

### 4.8.2 Conditions contenues dans l'octroi d'autorisation environnementale

Dans certains pays, l'autorisation environnementale qui est basé sur les informations fournies dans l'EIE est un document exécutoire. L'autorisation environnementale inclura généralement les conditions sur la base desquelles la mine était approuvée. Dans beaucoup de juridictions, ces conditions sont exécutoires devant le tribunal.

#### CONSEILS GÉNÉRAUX POUR UNE PARTICIPATION EFFICACE AU PROCESSUS DE L'EIE

- Identifier les ministères ou agences qui ont un pouvoir de décision sur le projet proposé.
- Identifier les individus-clés qui seront responsables des décisions qui vous concernent.
- Collaborer et s'unir avec des organisations ou groupes qui partagent un intérêt comparable pour les problèmes qui vous concernent.
- Surveiller la presse locale pour être informés des annonces officielles ou des articles sur le projet proposé, ainsi que des opportunités de soumettre des opinions ou d'assister à des audiences.
- Participer à chaque occasion possible, auprès du gouvernement ou du groupe en charge du projet, que ce soit sous forme de commentaires écrits ou à l'occasion d'une audience publique.